



LES SÉLECTIONS DOCUMENTAIRES DE NADJA
JANVIER 2024

Addictions et précarité

Ces documents sont disponibles en ligne ou à la demande
Nadja Asbl - Rue Souverain Pont, 56 - 4000 LIEGE
http://www.nadja-asbl.be/PMB/opac_css/

Avec le soutien de



Le centre de documentation de Nadja vous propose une sélection de ressources documentaires sur le thème « **Addictions et précarité** ».

Le projet de Nadja prend en compte ces deux problématiques associées, aussi bien en traitement qu'en prévention, ainsi qu'en réduction des risques.

« La santé mentale et la précarité sont intrinsèquement liées, s'influençant l'une et l'autre dans une relation bidirectionnelle.(...) Pour les professionnel-le-s de terrain, c'est un fait qui est déjà observé dans leur pratique. La précarisation croissante des publics accompagnés ainsi que l'augmentation des comorbidités psychiatriques mettent les institutions sous pression, en manque de moyens pour faire face à la demande. Pour les structures de réduction des risques et d'accompagnement communautaire, il s'agit de s'adapter à des mécanismes de vulnérabilités interconnectés qui mènent parfois à des spirales de détresse. (...) Finalement, ce qui a récemment changé, c'est la visibilité de ces crises dans l'espace public. »(<https://www.grea.ch/publications/dependances-77-precarite-sante-mentale-et-addictions>)

En Wallonie , « les opérateurs assuétudes constatent une augmentation des consommations de certaines substances comme l'alcool, la cocaïne, la kétamine, le crack... avec notamment des problématiques de dépendances dans certaines catégories de la population (et selon le genre) et sur les lieux de travail. Certains constatent également une augmentation de la grande précarité de leurs usagers.

Ce constat débouche sur deux recommandations spécifiques : « Renforcer l'offre assuétudes « dédiée » à des publics à la marge, en grande précarité et invisibilisés » , et « Renforcer les services qui déploient la stratégie du « aller-vers ».

https://www.feditowallonne.be/File/Recommandations_de_la_F_dito_wallonne_pour_la_l_gislature_2024_2029.pdf

« À Bruxelles, l'association Dune travaille auprès des usagers/ères de drogues en situation de précarité. En octobre, face à une demande trop importante et pour des raisons de sécurité, l'ASBL a dû fermer temporairement ses portes et réduire ses activités. Un épisode qui jette la lumière sur les difficultés rencontrées par tout un secteur asphyxié par la précarisation galopante de la population. »

<https://pro.guidesocial.be/articles/actualites/article/asbl-dune-c-est-tout-le-secteur-social-qui-est-en-train-de-se-casser-la-figure>

Un clic sur le titre d'une notice renvoie vers celle-ci dans la base documentaire de Nadja <https://pmb.nadja-asbl.be/>

Les liens vers les documents sur leurs sites d'origine sont indiqués lorsque ceux-ci sont disponibles gratuitement en ligne.

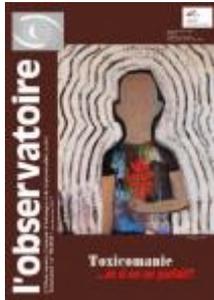
Les ouvrages en prêt sont disponibles au centre de documentation, il est demandé de prendre un rendez-vous par mail : documentation@nadja-asbl.be

[Evolution de l'offre d'accompagnement et de soins pour usagers de drogue au départ d'un centre de première ligne. START/MASS à Liège](#)

de Philippe Bollette

In *L'OBSERVATOIRE*, n°98 (Mars 2019), pp. 47-50

En consultation au centre de documentation



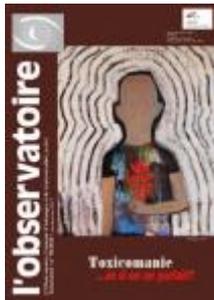
En quelques décennies, et en particulier depuis les années 80 et l'émergence en Belgique des premiers services spécifiquement dédiés aux problématiques liées aux drogues, les réponses à celles-ci ont beaucoup évolué et n'ont cessé de se diversifier. A la faveur, notamment, de la « réduction des risques » qui s'est peu à peu imposée comme le troisième pilier fondamental de l'intervention en faveur des usagers de drogues, aux côtés du traitement (assistance et soins au sens large) et de la prévention. A contre-courant de cette tendance, la logique prohibitionniste et punitive, au niveau légal et politique, perdure néanmoins. Et si on changeait de paradigme ?...

[Transit asbl. Point de chute à la croisée des chemins, entre précarité et usage\(s\) de drogue\(s\)](#)

de Bruno Valkeneers

In *L'OBSERVATOIRE*, n°98 (Mars 2019), pp. 51-54

En consultation au centre de documentation



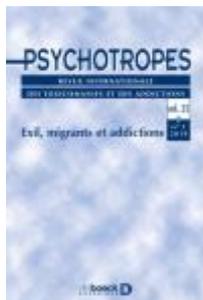
Situé sur le territoire de la Ville de Bruxelles, entre la gare du Nord et le pont Van Praet, Transit asbl accueille depuis près de 25 ans un public consommateur de drogues licites et/ou illicites. Ouvert 7j/7, 24h/24, l'institution offre une kyrielle de services adaptés aux besoins d'une population hétérogène, le plus souvent en situation de vulnérabilité, de précarité, de détresse. Nous vous proposons une immersion dans ce lieu dédié aux assuétudes.

[Précarités, dépendances : entre exil des siens et exil de soi](#)

de Hervé Garnier

In *PSYCHOTROPES*, Vol. 25 n° 1 (2019), pp. 55-74

En ligne : <https://www.cairn.info/revue-psychotropes-2019-1.htm>



Dans nos dispositifs thérapeutiques, y compris non spécialisés, les patients aux prises avec la précarité, les dépendances ou encore les incidences subjectives de l'exil sont de plus en plus nombreux. Ils nous enjoignent, professionnels, de les accueillir, avec la claire conscience des univers culturels et sociaux de notre temps. Une réelle considération de la personne, en proie à ces épreuves, parfois jusqu'à l'errance, ne peut faire l'économie de la complémentarité des regards, incluant, outre la clinique du sujet, le social, le juridique, le politique et le transculturel. Le thérapeute, l'équipe, au prix d'un regard clinique engagé et ouvert, pourraient ainsi d'autant mieux aider le sujet à reconstruire son identité malmenée.



[Pathologie comportementales et sociales : la question des origines et la nécessité d'approches intégrées bio – médico – psycho – sociale](#)

de Michel Le Moal, Jean-Michel Delile

In *ADDICTION(S) : RECHERCHES ET PRATIQUES*, n°4 (décembre 2019), pp.5-11

En ligne : <https://www.calameo.com/read/005544858788f47c793a3?page=1>

[Les addictions dans le programme « Un chez soi d'abord » : Profils et trajectoires de consommation](#)

de Maitena Milhet, Caroline Protais

In *Tendances*, N°134 (Septembre 2019), pp.1-8

En ligne : [www.ofdt.fr\[...\]](http://www.ofdt.fr[...])

Inspiré de différentes expériences internationales, le programme « Un chez soi d'abord » est développé en France depuis 2011 en direction de publics en situation de précarité par rapport au logement, souffrant de troubles psychiques sévères, usagers ou non de substances psychoactives. Il propose au bénéficiaire un logement en tant que locataire, accompagné d'un suivi régulier par une équipe pluridisciplinaire.

Afin de documenter plus spécifiquement les problématiques liées aux addictions dans le programme, l'Observatoire français des drogues et des toxicomanies (OFDT), en partenariat avec l'équipe du Professeur Auquier (EA3279 – Santé publique et maladies chroniques Université Aix-Marseille) et le CREA-Midi-Pyrénées (Centre régional d'études, d'actions et d'informations en faveur des personnes en situation de vulnérabilité), a conduit en 2018 la recherche sur les Addictions dans le programme « Un chez soi d'abord » (APROCHES).



Le numéro 134 de *Tendances*, écrit par Maitena Milhet, Caroline Protais et Cristina Díaz Gómez, décrit les deux composantes complémentaires de ce travail. Un volet quantitatif a exploré le profil de ces publics d'usagers à risque lors de leur inclusion dans l'étude mettant en lumière les marqueurs de fragilités associés aux conduites addictives, en particulier la précocité du sans abris. Parallèlement, un volet qualitatif par entretiens individuels approfondis auprès de bénéficiaires ayant ou ayant eu des usages importants de produits à différentes périodes de leur vie, permet de comprendre la place des consommations dans les trajectoires de vie et la dynamique des changements survenus depuis l'entrée dans le programme.

Il apparaît que l'évolution des consommations des bénéficiaires du dispositif « Un chez soi d'abord » n'est pas du seul ressort de l'addictologie. L'approche globale du programme, en plein déploiement puisqu'il vise 20 sites et 2 000 places d'ici 2023, améliore la situation des personnes en grande précarité mais aussi leurs problématiques addictives en prenant en compte les dynamiques générales dans lesquelles les bénéficiaires sont inscrits.

[L'intersectionnalité selon le SMES \(Santé Mentale et Exclusion Sociale\) : connecter, soutenir, agir](#)

de Mathieu De Backer

In *ADDICTION(S) : RECHERCHES ET PRATIQUES*, n°4 (décembre 2019), pp. 36-38

En ligne : <https://www.calameo.com/read/005544858788f47c793a3?page=1>



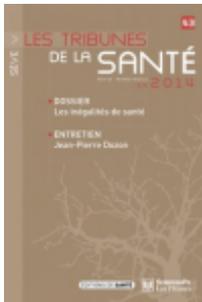
Confrontés à un public présentant des problématiques multiples, des intervenants psycho-médico-sociaux bruxellois ont souhaité se rassembler, il y a 25 ans, pour s'enrichir de leurs pratiques respectives et construire des réponses adaptées à des situations complexes. Depuis lors, ils ont pratiqué l'intersectorialité à (presque) toutes les sauces.

[Les inégalités sociales dans le champ des addictions](#)

de Marie Jauffret- Roustide

In *Les tribunes de la santé*, n°43 (2014/2), pp. 61-68

En ligne : <https://www.cairn.info/revue-les-tribunes-de-la-sante1-2014-2-page-61.htm?contenu=resume>



Les enquêtes en population générale montrent que la position sociale, la profession et le niveau d'éducation modèlent les rapports aux produits psychoactifs ; mais, chez les adultes, le genre joue également un rôle majeur, et chez les adolescents la confiance dans l'avenir et l'importance accordée à la réussite scolaire peuvent influencer sur les conduites addictives tout autant que les variables socio-démographiques. Les représentations sociales des addictions sont fortement marquées par une imagerie liée à la précarité sociale. Le lien entre inégalités sociales et conduites addictives est complexe et doit être réintégré dans un contexte social et politique plus large afin d'en saisir toutes les significations.

[Comment garder le lien avec les bénéficiaires les plus précarisés?](#)

de Cédric Fazan

In *DEPENDANCES*, n° 68 (Août 2020), pp. 3-5

En ligne : [www.grea.ch/...](http://www.grea.ch/)



Comment maintenir et renforcer les liens quand on doit se tenir à distance ? Cette question a été au centre des préoccupations des acteurs du système sociosanitaire durant la crise de la Covid-19. En particulier lorsqu'il s'agit des populations particulièrement précarisées. Témoignage des défis et des solutions trouvées à Fribourg. (réd.)

[COVID-19 : Les effets du confinement sur les inégalités sociales de santé et les usager.ère.s de drogues : Du rôle de la promotion de la santé](#)

de Clémentine STEVENOT

In *Drogues, santé, prévention (anciennement Les cahiers de Prospective Jeunesse)*, n°90-91 (Avril-octobre 2020), pp. 4-9

En ligne : [prospective-jeunesse.be/...](http://prospective-jeunesse.be/)



La pandémie de COVID-19 et les mesures de confinement ont (eu) de multiples conséquences sur le fonctionnement sociétal. La crise sanitaire actuelle est anxiogène et stressante pour une large proportion de la

population, qui est contrainte de puiser dans ses ressources psychologiques, sociales et financières pour la traverser. Les politiques publiques d'austérité menées ces dernières décennies en matière de santé et de sécurité sociale, ainsi que les mesures prises en réponse à la pandémie, ont engendré nombre de dégâts collatéraux, réduisant drastiquement la capacité du secteur du soin à gérer la crise et renforçant les inégalités sociales préexistantes. Les populations précarisées (y compris une partie des usager·es de drogues), déjà davantage vulnérables en temps ordinaires, sont particulièrement impactées par la crise actuelle et les mesures de confinement. La pandémie de COVID-19 exacerbe les inégalités sociales de santé et révèle les rouages systémiques qui participent à leur reproduction ; elle rappelle également le rôle fondamental de la promotion de la santé.

[COVID-19 et usage de drogues en situation de précarité : Reconnaître l'expertise des usagers pour appréhender la santé dans sa globalité](#)
de Bruno Valkeneers

In *Drogues, santé, prévention (anciennement Les cahiers de Prospective Jeunesse)*, n°90-91 (Avril-octobre 2020), pp. 10-15

En ligne : prospective-jeunesse.be/...

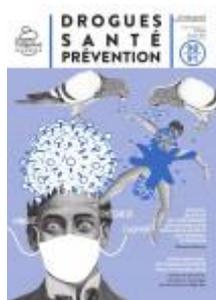


La crise actuelle révèle les limites de notre système à de nombreux égards, elle a agi comme un amplificateur des inégalités sociales et a mis à l'épreuve nos certitudes, nos convictions et nos organisations. Transit, comme d'autres services d'accessibilité à bas seuil, comme d'autres métiers de première ligne, en a fait l'expérience. Nous avons déjà eu l'occasion d'écrire à ce propos tout au long de l'épreuve Covid-19[1], de lire aussi de nombreuses cartes blanches et autres tribunes bien légitimes. La crise sanitaire est politique, sociale et économique, elle devrait constituer une opportunité d'envisager de nouvelles orientations dans les modes d'organisation et de gestion de nos sociétés.

[Ce que le confinement a fait aux usagers de drogues en grande précarité et aux professionnels qui les accompagnent](#)
de Nina Tissot, Clément Gérome

In *Drogues, santé, prévention (anciennement Les cahiers de Prospective Jeunesse)*, n°90-91 (Avril-octobre 2020), pp. 16-18

En ligne : prospective-jeunesse.be/...



et article revient sur les conséquences de l'épidémie de COVID-19 et des mesures de confinement en France sur les conditions de vie des usagers de produits psychoactifs les plus précaires et sur les conditions de travail des professionnels du secteur médico-social qui les accompagnent. Il s'appuie sur des données collectées auprès d'usagers et de professionnels par le dispositif Tendances récentes et nouvelles drogues (TREND) piloté par l'Observatoire français des drogues et des toxicomanies (OFDT)[1]. La première partie de l'article montre que les mesures de confinement ont particulièrement éprouvé les usagers de drogue en grande précarité en dégradant leurs conditions de vie et leur état psychique et moral. Dans un second temps, il s'agira de voir en quoi l'exacerbation des difficultés rencontrées par ces usagers s'est également répercutée sur les

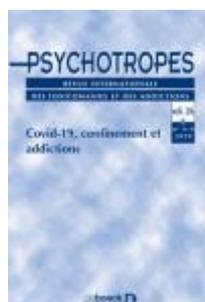
professionnels des structures de soins et de réduction des risques et des dommages (RdRD).

[Soigner le lien social en temps de Covid-19](#)

de Delphine Sence

In *PSYCHOTROPES*, Vol. 26 n° 2-3 (2021), pp. 65-73

En ligne : <https://www.cairn.info/revue-psychotropes-2020-2-page-65.htm?contenu=resume>



Cet article questionne la qualité du lien social en temps de Covid-19 et de confinement, en particulier dans un lieu de soin qui concerne la clinique des addictions. L'auteur, assistante sociale à l'hôpital Marmottan, livre ici son expérience et ses questionnements : le confinement pourrait-il conduire à un isolement social et fragiliser certains des patients, notamment les plus précaires ? Comment ces patients seront-ils épaulés dans ce moment particulier, pour les démarches d'insertion, dans leur vie quotidienne, sur leur lieu de vie ? Comment préserver le lien social physique, auprès de patients usagers de produits psychoactifs et souffrant d'addiction ? En quoi le maintien de ce lien social physique est-il nécessaire et thérapeutique pour certains d'entre eux ?



[Prises en charge judiciaires, assuétudes, santé mentale : l'intervention santé mentale justice assuétudes, une partie de la réponse sur le territoire de la région de Bruxelles-Capitale](#)

de Barbara Pauchet

In *ADDICTION(S) : RECHERCHES ET PRATIQUES*, n°5 (décembre 2020), pp.28-32

En ligne :

<https://www.calameo.com/read/00554485837ed4d15ea93?page=1>

[L'addiction est une pratique sociale soluble dans la coopération](#)

de Alain Morel

In *PSYCHOTROPES*, Vol 27 n° 1-2 (2021), pp. 11-35

En ligne : <https://www.cairn.info/revue-psychotropes-2021-1-page-11.htm?contenu=resume>



Comprendre les addictions, et donc les prévenir et les soigner, nécessite de s'entendre collectivement sur une définition qui intègre à la fois une délibération transdisciplinaire pour réunir les données scientifiques et la prise en compte des expériences vécues dans leur diversité. Partager une définition commune est la meilleure façon de restituer à toutes les composantes de la société et à chacun son pouvoir d'agir et d'éviter la captation de l'expertise par telle ou telle corporation. Dans le monde d'aujourd'hui, l'usage de drogues et l'addiction ne peuvent plus être considérés comme une faute, une faiblesse de la volonté ou une maladie de quelques-uns. C'est un fait social massif, une pratique quasi universelle directement en interaction avec le monde social dans lequel elle s'origine et prend sens. L'addictologie ne peut donc se réduire à une discipline, neuro-médicale ou autre. Elle doit se concevoir à travers un prisme fondamentalement intégratif. Un modèle « bio-psycho-social » qui prenne en compte le caractère humain, fondamentalement culturel et social, donc

politique des consommations de drogues et des addictions. Elles n'ont cessé de se répandre dans le monde entier ces dernières décennies, attisées par des politiques plus centrées sur la répression que sur les droits humains. Pour relever ce défi, pour prévenir, aider, soigner, avec éthique et efficacité, les politiques des États et des institutions doivent avant tout recueillir les savoirs, mobiliser les ressources collectives, les relations sociales et la solidarité entre leurs membres. Les protocoles technologiques, pharmacologiques ou autres n'ont de portée qu'au service de la relation d'entraide et de sollicitude, et s'ils facilitent l'association des savoirs entre professionnels et usagers. Tout comme notre société, l'addictologie est au seuil d'une « transition ». Elle doit contribuer à la prédominance de nouveaux liens sociaux fondés sur la coopération, l'égalité, le renforcement du pouvoir d'agir, l'inclusion sociale, le partage expérientiel et la coéducation. Pour qu'une telle transition soit « durable », il est nécessaire de fédérer les acteurs, de soutenir les expériences innovantes et de consolider cette dynamique par une politique de santé qui favorise à tous les niveaux l'implication et la coopération avec les usagers dans les champs éducationnel, clinique et institutionnel.

[Usages et usagers de drogues en contexte de crise sanitaire](#)

de Clément Gérôme

Bulletin de *Tendances*, N° 147 (Décembre 2021), 8 p.

En ligne : <https://www.ofdt.fr/BDD/publications/docs/eftxcg2bc.pdf>



Ce numéro porte sur l'année 2020 et les deux premiers mois de l'année 2021. Il s'inscrit dans la continuité d'un premier recueil de données qui documente les conséquences de la crise sanitaire et de l'état d'urgence sanitaire instauré en mars 2020 sur les usages de drogues, les prises en charge et les marchés. Cette synthèse se concentre sur la situation des personnes dont les conditions de vie sont les plus dégradées, sur les usages de drogues de celles fréquentant les espaces festifs techno, ainsi que sur les pratiques des professionnels de la réduction des risques et des dommages (RdRD) et de l'addictologie. Les évolutions des marchés et de l'offre de drogues font l'objet d'un encadré. Par ailleurs, ce numéro met en lumière un phénomène marquant de l'année 2020 : la diffusion des usages de 3-MMC.

[Précarité et usage d'opioïdes : revue narrative sur l'approche à bas seuil d'exigence](#)

de Vincent Wagner, Yan Ferguson, Karine Hudon

In *DROGUES SANTE SOCIETE*, vol19, n° 1 et 2 (Décembre 2021), pp. 66-102

En ligne : [drogues-sante-societe.ca/...](https://drogues-sante-societe.ca/)



Introduction : Les personnes en situation de précarité et présentant un usage d'opioïdes sont confrontées à de nombreuses barrières à l'accès et à la rétention en soin. Des services dits à bas seuil d'exigence visant à réduire lesdites barrières ont été implantés. Néanmoins, il existe une grande variation dans la définition de ces services. Cet article souhaite identifier les caractéristiques essentielles de l'approche à bas seuil d'exigence pour les personnes en situation de précarité et faisant usage d'opioïdes.

Méthodologie : Une revue narrative de la littérature a été réalisée en focalisant la collecte et l'analyse des données sur trois axes : (1) la philosophie d'intervention sous-tendant l'approche ; (2) l'offre de soins et de services ; (3) l'organisation de cette offre. Nous avons retenu 47 articles scientifiques pour analyse.

Résultats : L'analyse portant sur la philosophie d'intervention souligne plusieurs constats relatifs à la vision de la personne et du cadre de soin dans l'approche à bas seuil d'exigence. Le second axe d'analyse s'intéresse à la largeur de l'offre de service à proposer pour répondre à l'intégralité des besoins et objectifs des personnes. Celle-ci contiendra des ressources de première ligne et des ressources spécialisées. Le troisième axe met en lumière les considérations reliées à l'organisation de cette offre. Nous évoquons tout d'abord la composition et le fonctionnement des équipes, l'intégration des ressources dans un continuum où la collaboration, la mobilité et le processus de référence sont essentiels, avant de pointer le rôle du cadre de soin et des règles d'utilisation des ressources.

Conclusion : Cette recension souligne les éléments clés de l'approche à bas seuil d'exigence et suggère d'étendre ces caractéristiques fondamentales à l'intégralité des services de santé et sociaux. Cela contribuera à la bonification de l'accessibilité des programmes, notamment pour les personnes présentant un usage de substances psychoactives et des problématiques connexes.



[Les hépatites virales chez les populations précaires](#)

de Alice Deschenau, Jean-Philippe Madiou

Bulletin de *LE COURRIER DES ADDICTIONS*, vol 23 n°4 supplément (Oct.-nov.-déc. 2021)

En ligne : www.edimark.fr...

En consultation au centre de documentation



[De quoi le crack est-il le nom?](#)

de Fabrice Olivet

In *SWAPS*, n°100 (Automne 2021), pp. 25-26

En ligne : vih.org...

La crise du crack dans le nord-est parisien a été récemment reléguée à sa périphérie dans une banlieue pauvre. Et si le problème n'était pas celui de la consommation ? Observation en léger décalage, à partir d'une lecture de la géographie urbaine.

["Notre expérience du Covid" par les bénéficiaires de la Fondation Le Tremplin](#)

de Nicolas Cloux, Cédric Fazan

In *ADDICTION(S) : RECHERCHES ET PRATIQUES*, N° 6 (Décembre 2021), pp. 21-23

En ligne : [fr.calameo.com\[...\]](http://fr.calameo.com[...])



La Fondation Le Tremplin à Fribourg (Suisse) est active depuis 1982 dans le domaine de l'aide aux personnes en situation d'addiction et/ou en grande précarité sociale. Elle dispose de cinq secteurs d'activités : un service social spécialisé, un centre de jour à bas seuil d'accessibilité, un atelier de production à seuil adapté, un centre résidentiel thérapeutique et un centre de compétences en santé sexuelle.

Afin de comprendre comment nos bénéficiaires ont traversé cette période (mars 2020 à l'automne 2021), nous avons interrogé onze personnes qui fréquentent au moins l'un de nos secteurs, en leur posant sept questions générales autour de ce thème. Leurs réponses ont été condensées dans cet article afin que l'on puisse en saisir la teneur globale. Cet article n'est en aucun cas une étude scientifique, mais il est une prise de température qui donne quelques informations sur la façon dont nos bénéficiaires ont traversé cette période si particulière.

[Impact du Covid-19 sur les pratiques de consommation et l'utilisation des offres spécialisées par des usagers de drogues à haut risque](#)

de Nadine Berndt, Rita Seixas, Eva Teyssier, et al.

In *ADDICTION(S) : RECHERCHES ET PRATIQUES*, N° 6 (Décembre 2021), pp. 24-30

En ligne : [www.federationaddiction.fr\[...\]](http://www.federationaddiction.fr[...])



Les usagers de drogues à haut risque (UDHR), en majorité marginalisés, sont exposés à des risques accrus lors de crises sanitaires telles que celle du Covid-19. Pour mieux comprendre l'impact de cette crise sanitaire Covid-19 sur les différentes sphères de la vie des UDHR, une enquête quantitative a été menée durant l'été 2020 auprès d'un groupe d'UDHR, bénéficiaires d'offres de traitement et de réduction de risques, au Grand-Duché de Luxembourg. Les UDHR ont été questionnés quant à leurs habitudes de consommation, l'appréciation de l'impact de la crise sur le marché des drogues, ainsi que sur leurs vécus émotionnels et leurs comportements à risques avant et depuis la mise en oeuvre des mesures restrictives Covid-19. Par ailleurs, l'enquête a pris en compte l'accès et le recours à un traitement de substitution et à des permanences médicales mises en place dans le cadre de cette pandémie, ainsi que la perception de la disponibilité et de l'accessibilité des offres sanitaires et sociales. Les résultats de l'enquête permettent de mieux cerner les besoins des UDHR dans le contexte d'une crise sanitaire et d'optimiser les réponses à y apporter à moyen ou long terme.



[Bruxelles : aller hors-les-murs, pour des interventions au plus près des usagers](#)

de Eric Husson, Moudane Mahdieh, Sabri-Ben Abdelhafidh, et al.
In *ADDICTION(S) : RECHERCHES ET PRATIQUES*, N° 6 (Décembre 2021), pp. 31-33
En ligne : [www.federationaddiction.fr\[...\]](http://www.federationaddiction.fr[...])

Crise sanitaire, crise migratoire : à Bruxelles, le Projet Lama, centre ambulatoire pour usagers de drogues, a mis en place de nouveaux dispositifs d'interventions adaptés à ces nouveaux défis.



[Covid-19 : quelles stratégies mises en place pour maintenir le lien avec les usagers?](#)

de Léa Di Biagi, Céline Mahieu
In *ADDICTION(S) : RECHERCHES ET PRATIQUES*, N° 6 (Décembre 2021), pp. 50-53
En ligne : [www.federationaddiction.fr\[...\]](http://www.federationaddiction.fr[...])

Lors de la 1ère vague de la crise du Covid-19, les professionnels du secteur socio-sanitaire ont dû adapter leurs pratiques afin de maintenir le lien avec les usagers. Quelles stratégies ont-ils mises en place dans ce nouveau contexte pour y parvenir ?

[Significations de la santé pour des personnes s'injectant des drogues et hautement précarisées](#)

de Hélène Poliquin
In *DROGUES SANTE SOCIETE*, Vol 20 n° 1 (Juin 2022), pp. 210-238
En ligne : [drogues-sante-societe.ca\[...\]](http://drogues-sante-societe.ca[...])



Introduction. Les personnes qui font usage de drogues par injection (PUDI) et qui sont hautement marginalisées sont, comme tout individu, appelées à s'autoresponsabiliser face à leur santé. Méthode. Cette étude qualitative, inspirée du cadre théorique de l'interactionnisme symbolique, a cherché à comprendre ce que signifie la santé pour des personnes en consommation active de drogues par injection. Vingt-six entretiens individuels semi-dirigés et deux groupes focalisés ont été réalisés auprès de 30 personnes participantes. Les données ont été analysées thématiquement. Résultats. Tout en étant presque synonyme de capacités pour vivre, pour les personnes participantes, la santé est avant tout subjective et valorisée pour ce qu'elle apporte à l'existence. Elle représente essentiellement une ressource permettant de fonctionner, d'être autonome et de se réaliser, ce qui contribue également à la valorisation de soi. Les participants se disent responsables de leur santé et mentionnent plusieurs comportements, habitudes et attitudes qui favorisent leur santé. Toutefois, témoignant d'une perspective large de la santé et dépassant les dimensions individualistes, ils ont également ciblé plusieurs déterminants de la santé qui relèvent de l'environnement, de la société et des politiques publiques. De ce fait, ces derniers soulèvent les limites de la promotion de la santé par le biais de l'appel à l'autoresponsabilisation fait aux individus et soulignent

l'importance de s'attarder aux facteurs structurels comme les programmes et les politiques en place, le soutien et la solidarité sociale. Conclusion. En plus de déconstruire certaines idées reçues, cette étude met en lumière le caractère polysémique de la santé qui est comprise ici comme étant la capacité de fonctionner, un état de bien-être, une ressource ainsi qu'une responsabilité pouvant contribuer à valoriser certaines personnes qui sont en santé tout en contribuant à nourrir la discrimination envers d'autres personnes qui ont perdu leur santé. Ces résultats peuvent contribuer à aiguiller les programmes et les interventions des services de santé et des services sociaux destinés aux personnes qui s'injectent des substances psychoactives.

[Surdoses au Québec et inégalités sociales de santé](#)

de Antoine Bertrand-Dechênes, André-Anne Parent, Miguel Bergeron-Longpré

In *DROGUES SANTE SOCIETE*, Vol 20 n° 2 (Décembre 2022), pp. 48-71

En ligne : [drogues-sante-societe.ca\[...\]](http://drogues-sante-societe.ca[...])



À la demande d'un regroupement d'organismes communautaires intervenant auprès d'utilisateurs de drogues, une équipe de recherche de l'École de travail social de l'Université de Montréal a été sollicitée pour procéder à une analyse de contenu des rapports du coroner dans les cas de décès par surdose. Ce travail de recherche s'inscrit dans le contexte de la crise des opioïdes qui touche le Québec et le Canada. Le but de ce projet était de déterminer comment les rapports d'investigation des coroners peuvent améliorer la compréhension de la crise des surdoses et alimenter les actions à prendre face à celle-ci. La recherche propose une analyse de contenu de 340 rapports de personnes décédées en 2017 au Québec et dont la cause probable du décès est liée à la consommation d'au moins une substance. Cet article présente les résultats liés au contexte social et à l'état de santé des personnes décédées de surdose selon les données fournies par les rapports de coroner. Le cadre théorique des déterminants de la santé est utilisé, permettant d'adopter une approche globale peu exploitée en intervention. Démontrant que la crise est bien plus qu'une crise des opioïdes, nos résultats mettent en lumière la surreprésentation des problèmes de santé physique et mentale chez les personnes décédées par surdose en plus des enjeux socioéconomiques sous-jacents. Ultimement, nous espérons que cette lecture plus englobante de la crise des surdoses sévissant au Québec et qui préoccupe intervenants, acteurs de santé publique, décideurs politiques et plusieurs autres contribuera à développer une meilleure réponse face à cet enjeu.



[Le zine, la face cachée de la société : prise de parole de jeunes adultes en situation de précarité](#)

de Ana Cecilia Villela Guilhon, Isabelle Antigua

In *ADDICTION(S) : RECHERCHES ET PRATIQUES*, N° 7 (Décembre 2022), pp. 13-14

En ligne : [www.calameo.com\[...\]](http://www.calameo.com[...])

« La Face cachée de la société » est un projet de création artistique mené

par des jeunes en situation de précarité sociale, usagers de services en réduction des méfaits et engagés dans un projet de recherche visant à améliorer les services qui leur sont offerts. Résultat, la réalisation d'une publication sous la forme d'un zine.

[Sous les pavots la plage](#)

de Karine Garcia, Edgar Szoc

In *Drogues, santé, prévention (anciennement Les cahiers de Prospective Jeunesse)*, N° 100 (Octobre-décembre 2022), pp. 23-25

En ligne : [prospective-jeunesse.be/...](http://prospective-jeunesse.be/)



Le cri des coquelicots recueilli, lors d'une journée à la côte belge, les paroles de quelques femmes (ex-)toxicomanes vivant des situations de précarité. Réalisé par la vidéaste bruxelloise Elisa VDK entourée de Sophie Godenne et de Mélissa Laurent, infirmière et travailleuse sociale à l'asbl Dune, ce film porte avec sensibilité la voix de ces femmes, d'ordinaire invisibles et nous montre la double peine que la société leur inflige. Il offre des portraits de femmes aux parcours difficiles, précaires, mais toujours dignes, fortes malgré la violence subie dans un monde inégalitaire encore plus flagrant et injuste lorsque qu'on le vit dans la peau d'une femme. Rencontre avec Elisa VDK, Sophie Godenne et Mélissa Laurent autour de la précarité au féminin

[Savoir naviguer aux côtés des invisibles : une posture professionnelle engagée dans l'ombre](#)

de Patricia Fontannaz

In *DEPENDANCES*, N° 75 (Avril 2023), pp. 22-24

En ligne : [www.grea.ch/...](http://www.grea.ch/)



Dans le milieu des addictions, s'engager ne signifie pas toujours s'activer, militer et s'exprimer. Au contraire, lorsque l'on travaille avec des personnes discriminées et marginalisées, une posture professionnelle engagée peut impliquer de savoir se mettre en retrait et d'être à l'écoute. Il s'agit de rendre leur place légitime aux personnes directement concernées, comme le raconte Patricia Fontannaz, travailleuse sociale hors mur, qui exerce avec des mères en situation d'addiction.

[Prégabaline, abus et dépendance](#)

de M. Marvaldi, Chloé Lucet, T. Gonzalez, et al.

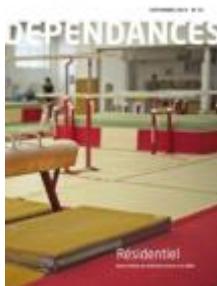
In *LE COURRIER DES ADDICTIONS*, Vol 25 n° 1 (Janv-fev-mars 2023), pp. 30-34

En ligne : [www.edimark.fr/...](http://www.edimark.fr/)



L'abus de prégabaline représente un véritable enjeu de santé publique dû la prévalence en hausse de ses cas et des risques auxquels il expose, comme les overdoses et la dépendance.

Trois profils d'abuseurs de la prégabaline apparaissent : le polyconsommateur à usage récréatif, le mineur en situation de précarité et le bénéficiaire d'une prescription de prégabaline qui augmente son dosage quotidien par perte d'efficacité du médicament. Attention au risque de transfert vers la gabapentine.



Profils et situation sociale des personnes admises dans les structures résidentielles

de Nora Balsiger, Ivo Krizic

In *DEPENDANCES*, N° 76 (Septembre 2023), pp. 25-28

En ligne : www.grea.ch[...]

Les données du système national de monitoring de la prise en charge des addictions act-info permettent de s'intéresser aux profils sociodémographiques des client·e·s des structures résidentielles en Suisse. L'analyse montre notamment l'importance de proposer des prestations qui soient en phase avec leurs situations sociales diverses (résumé).

Soins complexes en hospitalisation de jour en addictologie

de Nguyen Lan Tien, Annick Gomard, Catherine Occhipinti, et al.

In *ALCOOLOGIE ET ADDICTOLOGIE*, Vol 42 n°3 (Septembre 2020), pp. 50-58

En ligne : sfalcoologie.fr[...]



: Contexte : Les troubles de l'usage d'alcool (TUA) sévères requièrent des soins pluridisciplinaires coordonnés permettant l'élaboration d'un projet thérapeutique individualisé et d'engager le patient dans une réadaptation médico-psycho-sociale. L'hôpital de jour addictologie (HJA), en adoptant la stratégie de réduction de risques et le respect des liens environnementaux du patient, s'inscrit dans une offre de soins graduée et un rapport médico-économique favorable. Méthode : Ce travail rapporte les résultats observés entre janvier 2018 et octobre 2019 de l'HJA du Centre Hospitalier de Vichy (France) dans la prise en charge de 33 patients en TUA sévères, évalués sur l'évolution de paramètres médicopsychosociaux après un programme pluridisciplinaire de 12 semaines. Résultats : Parmi les patients 79% étaient en situation de précarité. A l'issue de l'intervention, 49% étaient abstinents et 39% avaient une consommation contrôlée, 43% des fumeurs avaient arrêté le tabac, une prise de poids et une diminution de la tension artérielle diastolique étaient notées. Les tests psychométriques attestaient d'un meilleur fonctionnement sur les dimensions « dépression », « fonctions cognitives » et « affirmation de soi ». Discussion : une discussion sur les liens précarité-alcool, du sevrage tabagique conjoint et de l'intérêt de la réadaptation psycho-sociale dans la réduction de risque, est menée.

Précarité, santé mentale et addictions

Bulletin de *DEPENDANCES*, N° 77 (Décembre 2023)

En ligne : www.grea.ch[...]



La précarisation croissante des publics accompagnés ainsi que l'augmentation des comorbidités psychiatriques mettent les institutions sous pression, en manque de moyens pour faire face à la demande. Pour les structures de réduction des risques et d'accompagnement communautaire, il s'agit de s'adapter à des mécanismes de vulnérabilités interconnectés qui mènent parfois à des spirales de détresse. Pour faire face à cette évolution, il sera nécessaire d'amorcer un rapprochement entre le champ du travail social

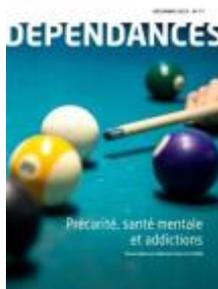
et celui de la psychiatrie. La dégradation des conditions de vie des personnes confrontées à des problématiques d'addiction implique également de redéfinir l'accessibilité aux soins et aux structures résidentielles. Enfin, le logement étant un enjeu majeur comme condition préalable à toute démarche de soin, des politiques en ce sens sont impérativement à développer au vu de la tension actuelle sur le marché locatif. Finalement, ce qui a récemment changé, c'est la visibilité de ces crises dans l'espace public.(extrait)

[Inégalités sociales de santé et addictions](#)

de Jean-Michel Delile

In *DEPENDANCES*, N° 77 (Décembre 2023), pp. 3-6

En ligne : www.grea.ch/...



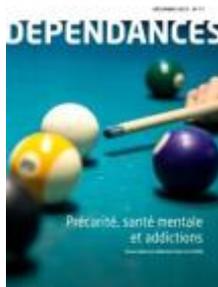
Pendant trop longtemps, certains courants de pensée ont oublié l'importance des déterminants sociaux de la santé mentale. Aujourd'hui, les liens sont démontrés et le contexte social a une influence importante qui peut se mesurer jusque dans le cerveau d'une personne. Sans jamais transformer la pauvreté en trouble biologique, il convient de la prendre en compte comme un facteur déterminant demandant une action politique claire de santé publique.

[L'accueil à bas-seuil face aux défis des mécanismes de vulnérabilités](#)

de Vincent Masciulli

In *DEPENDANCES*, N° 77 (Décembre 2023), pp. 8-10

En ligne : www.grea.ch/...



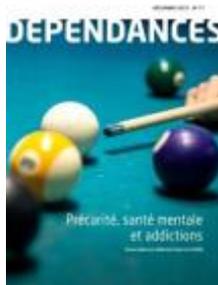
Les accueils à bas seuil sont en première ligne lorsqu'il s'agit de faire face à une précarisation croissante et une dégradation de la santé mentale de la population. Le travail d'action communautaire doit donc s'adapter à des mécanismes de vulnérabilités interconnectés qui s'influencent et créent parfois des spirales de détresse. La relation d'aide s'ancre alors dans une approche de travail social palliatif.

[Addiction, précarité, santé mentale: quels défis pour le champs du travail social spécialisé dans le traitement des addictions](#)

de Jean-Julien Rappo

In *DEPENDANCES*, N° 77 (Décembre 2023), pp. 23-25

En ligne : www.grea.ch/...



La précarisation croissante des publics accueillis en structures addictologiques ainsi que l'augmentation des co-occurrences psychiques et somatiques sont constatées depuis plusieurs années par les professionnel-le-s. Ces évolutions questionnent l'accessibilité des résidentiels, leur fonctionnement centré sur le collectif et les approches de travail social, le tout dans le modèle bio-psycho-social.



[TAPAJ France: dix ans de réduction des risques sociaux pour les jeunes en grande précarité](#)

de Jean-Hugues Morales

In *DEPENDANCES*, N° 77 (Décembre 2023), pp. 26-28

En ligne : [www.grea.ch\[...\]](http://www.grea.ch[...])

Le travail payé à la journée est un outil de réduction des risques sociaux qui vise à offrir des places de travail à bas seuil à des publics marginalisés. En France, c'est l'organisation TAPAJ qui déploie ce dispositif sur tout le territoire depuis presque dix ans. Le programme TAPAJ fait même aujourd'hui partie de la Stratégie nationale de lutte contre la pauvreté.

[Évaluation du programme régional de formation et accompagnement des acteurs de l'accueil et de l'hébergement à la thématique des addictions](#)

de Carole Martin De Champs, Patricia Medina

Auvergne-Rhône-Alpes : Observatoire Régional de la Santé, 2019, 24 p.

En ligne : https://www.federationsolidarite.org/wp-content/uploads/2020/12/19.02.27-evaluation_ors_final.pdf



Avec le soutien de l'ARS Auvergne-Rhône-Alpes, la Fédération des Acteurs de la Solidarité Auvergne-Rhône-Alpes (FAS), la Fédération Addiction (FA) et l'Association Nationale de Prévention en Alcoologie et Addictologie (ANPAA) ont élaboré et mis en œuvre un programme de prévention en matière d'addictions. Son objectif général était de favoriser l'accès à la prévention et à la réduction des risques pour les publics accueillis et accompagnés dans les dispositifs d'Accueil Hébergement Insertion de la région Rhône-Alpes.

Ce programme s'est déroulé dans l'ex-région Rhône Alpes de fin 2015 à mi-2019. Il a consisté en 3 phases :

- une première phase de formation « addictions et précarité » co-animée par des professionnels issus des deux fédérations et de l'ANPAA,
- une seconde phase d'accompagnement méthodologique à la mise en place de projets en intra-structures (animée par des adhérents de la Fédération Addiction et/ou l'ANPAA)
- une troisième phase visant à l'organisation d'actions collectives à destination des usagers des structures (co-construites entre professionnels et usagers).

[Les pratiques professionnelles dans le champ des addictions. Paradigmes et déterminants explorés par les sciences sociales](#)

de Ewen Abgrall, Maitena Milhet

Paris : OFDT, 2019, 17 p. (Notes)

En ligne : [www.ofdt.fr\[...\]](http://www.ofdt.fr[...])



En vue de contribuer au développement des connaissances relatives aux pratiques professionnelles dans le champ des addictions, l'OFDT réalise une première série de quatre études portant sur les interventions déployées auprès de quatre catégories de publics vulnérables : les jeunes, les femmes, les usagers en grande précarité et les populations placées sous main de

justice. Dans ce cadre, une revue de la littérature a été réalisée afin de réunir les connaissances disponibles issues des travaux en sciences humaines et sociales conduits par les chercheurs français. La présente note en expose les principaux résultats.

Là où les premiers « intervenants en toxicomanie » refusaient de qualifier la dépendance ou l'usage de drogues de maladie, les pratiques actuelles se sont étendues à des usages en deçà du seuil de dépendance dans un objectif de prévention des risques. Dans le même temps, la réduction des risques et des dommages a mis en place des méthodes favorisant l'inclusion des publics les plus précaires dans le spectre de l'intervention en modifiant profondément les objectifs thérapeutiques. De condition sine qua non du traitement, l'abstinence est devenue un objectif souhaitable dès lors qu'elle ne met pas en péril les bénéfices tirés par la prévention et la prise en charge des problèmes somatiques des usagers de drogues.

Dès lors, la tendance à la spécialisation des dispositifs et des pratiques brouille aujourd'hui les catégories d'analyse classiques (haut seuil/bas seuil, soin/prévention, prise en charge...) et pousse à considérer qu'il est nécessaire, pour qualifier leur diversité, de développer la compréhension des pratiques professionnelles à travers l'examen de leur exercice au quotidien.

[APROCHES. Les Addictions dans le programme un chez soi d'abord](#)

de Caroline Protais, Maitena Milhet, Cristina Diaz-Gomez

Paris : OFDT, 2019, 73 p.

En ligne : <https://www.ofdt.fr/BDD/publications/docs/epfxcpz9.pdf>

Afin d'explorer les problématiques liées aux usages de substances dans le cadre du programme « Un chez soi d'abord », l'Observatoire français des drogues et des toxicomanies a réalisé en 2018 l'étude APROCHES, en partenariat avec l'université Aix-Marseille (EA3279) et le CREA-Midi-Pyrénées (Centre régional d'études, d'actions et d'informations en faveur des personnes en situation de vulnérabilité). Ce programme propose aux personnes souffrant de troubles psychiques sévères qui sont sans abris, un logement en tant que locataire, accompagné d'un suivi régulier par une équipe pluridisciplinaire.

Conduite en réponse à l'appel à projets général 2016 - volet Prévention, de l'IReSP, cette recherche s'est attachée à caractériser la population des consommateurs à risque d'une part et à éclairer les effets du dispositif sur les usages de produits en les reliant à l'expérience et aux trajectoires de vie des personnes d'autre part. Le volet quantitatif de la recherche a reposé sur une étude randomisée réalisée auprès de 703 personnes. Des entretiens semi-directifs approfondis ont par ailleurs été menés auprès de 23 personnes volontaires.

Dans un contexte où le déploiement du programme « Un chez soi d'abord » sur le territoire a été décidé, ambitionnant l'ouverture de 20 sites offrant 2 000 places d'ici à 2023, cette recherche met en évidence que l'approche globale du programme a clairement sa place dans la gamme des réponses sanitaires proposées. « Un chez soi d'abord » permet d'améliorer non



seulement la situation des personnes en grande précarité mais aussi leurs problématiques addictives en prenant en compte les dynamiques générales dans lesquelles les bénéficiaires sont inscrits.

[Portrait et évolution récente des inégalités sociales de santé en matière d'usage de la cigarette et d'exposition à la fumée de tabac dans l'environnement au Québec](#)

de Benoit Lasnier, Carolyne Alix

Québec (QuébecCanada, Canada) : Institut National de Sante Publique du Québec (INSPQ), 2019, 76 p.

En ligne : <https://www.inspq.qc.ca/...>



Les effets du tabagisme sur la santé des populations sont connus et scientifiquement démontrés, ce comportement étant lié de manière causale à de nombreuses sources de morbidité, dont les maladies cardiovasculaires et plusieurs formes de cancer. La fumée de tabac dans l'environnement (FTE) contient quant à elle des milliers de substances chimiques dont plusieurs sont cancérigènes pour l'être humain, le fait d'y être exposé de manière importante étant susceptible d'entraîner des maladies et même la mort dans certains cas. Bien que la dernière décennie ait été marquée au Québec par une baisse significative de l'usage de la cigarette et de l'exposition à la fumée de tabac au domicile et dans les véhicules privés, il n'en demeure pas moins que la prévalence de ces phénomènes n'est pas distribuée de manière égale entre les différents groupes sociaux et suit généralement un gradient socioéconomique dans les pays industrialisés. Les personnes socialement et économiquement désavantagées sont plus susceptibles de s'initier au tabagisme, fument plus longtemps, et vivent plus d'échecs lorsqu'elles tentent de cesser de fumer. Elles sont aussi davantage exposées à la FTE, sont plus susceptibles de développer le cancer du poumon et/ou des maladies cardiovasculaires causées par l'usage de la cigarette, et meurent plus souvent de façon prématurée. Le présent document établit un portrait récent et évolutif des inégalités sociales de santé en matière de tabagisme et d'exposition à la FTE chez les adultes au Québec, en fonction des mesures d'inégalités du Système de surveillance des inégalités sociales de santé au Québec (SSISSQ). Afin de remplir cet objectif, l'indice de défavorisation matérielle et sociale et le niveau de scolarité individuel ont été associés à des indicateurs d'usage de la cigarette et d'exposition à la FTE spécifiques à la population québécoise. Les résultats d'analyse indiquent que : Il existe un écart significatif entre les individus des milieux très défavorisés et ceux des milieux très favorisés sur le plan de la prévalence brute d'usage de la cigarette en 2015-2016 (22,8 % c. 15,0 %). Les individus ne détenant pas de diplôme d'études secondaires affichent une prévalence brute d'usage de la cigarette plus élevée que les individus ayant effectué des études universitaires (24,8 % c. 12,9 %) en 2015-2016. Dans l'ensemble du Québec, en 2015-2016, la proportion ajustée modélisée de non-fumeurs sans diplôme d'études secondaires ayant été exposés à la FTE au domicile est près de 6 fois celle des non-fumeurs ayant effectué des études universitaires (9,0 % c. 1,6 %). Dans l'ensemble du Québec, en 2015-2016,

la proportion ajustée modélisée de non-fumeurs sans diplôme d'études secondaires ayant été exposés à la FTE dans les véhicules est près de 5 fois celle des non-fumeurs ayant effectué des études universitaires (7,0 % c. 1,4 %). D'importantes inégalités sociales de santé existent et se maintiennent dans le temps (2007-2008 à 2013-2014) entre les individus plus scolarisés et ceux moins scolarisés en matière de tabagisme actuel, d'exposition à la FTE au domicile et d'exposition à la FTE dans les véhicules. Les inégalités sont plus importantes lorsque mesurées en fonction du niveau de scolarité de l'individu comparativement à l'indice de défavorisation matérielle et sociale.

[Interventions et mesures pour réduire l'exposition des populations défavorisées sur le plan socioéconomique à la fumée de tabac dans leur domicile](#)

de Michèle Tremblay, Annie Montreuil

Québec (QuébecCanada, Canada) : Institut National de Sante Publique du Québec (INSPQ), 2019, 86 p.

En ligne : www.inspq.qc.ca/...



Les effets d'une exposition à la fumée de tabac sur la santé sont indiscutables et ont mené, au Québec, à l'adoption de lois restrictives interdisant de faire usage du tabac dans divers lieux publics et de travail de même que dans de nombreux environnements fréquentés par les jeunes. Toutefois, à l'exception des aires communes des immeubles de deux logements ou plus, ces restrictions ne touchent pas les domiciles. Or, au Québec, en 2013-2014, les jeunes non-fumeurs de milieux défavorisés sur le plan socioéconomique étaient exposés à la fumée de tabac dans leur domicile de manière quotidienne ou quasi quotidienne en plus grande proportion que les jeunes non-fumeurs issus de milieux favorisés. Cette synthèse des connaissances a donc été entreprise pour identifier les mesures et interventions susceptibles de réduire les inégalités en matière d'exposition à la fumée de tabac. À ce jour, quelques études seulement ont évalué des interventions pour diminuer l'exposition des populations défavorisées à la fumée de tabac dans leur domicile : Une intervention auprès de parents, non motivés à cesser de fumer au départ, comprenant un soutien au renoncement au tabac à domicile, une offre gratuite de produits de remplacement de la nicotine et une rétroaction sur les taux de particules fines mesurés dans le domicile, fut appréciée des parents et serait efficace à protéger de la fumée de tabac de jeunes enfants issus de milieux défavorisés. L'implantation d'une politique visant à rendre des immeubles résidentiels complètement sans fumée serait une mesure efficace pour réduire l'exposition à la fumée de tabac de résidents non-fumeurs défavorisés sur le plan socioéconomique. Selon une étude menée au Royaume-Uni, des campagnes médiatiques télévisées ayant porté spécifiquement sur la fumée de tabac secondaire auraient entraîné une hausse de domiciles sans fumée un mois plus tard, mais cet effet se serait rapidement estompé; aucune différence d'effets n'a été observée selon le niveau socioéconomique. Les études qualitatives et descriptives analysées apportent un éclairage intéressant sur le point de vue des fumeurs défavorisés. Ceux-ci sont conscients des risques de l'exposition à la fumée

de tabac, ils veulent protéger les personnes de leur entourage, mais ils font face à des barrières importantes et des contextes de vie difficiles.

L'examen de la littérature scientifique recensée et des recommandations de grands organismes de santé publique suggère que la mise en place de certaines mesures et interventions aurait avantage à être considérée pour le Québec : Tenir compte des contextes de vie des personnes de milieux défavorisés dans le développement d'interventions et de mesures visant à protéger les non-fumeurs des effets d'une exposition à fumée de tabac dans le domicile. Rendre accessibles, dans toutes les régions du Québec, un nombre suffisant d'immeubles résidentiels sans fumée pour répondre à la demande des résidents souhaitant demeurer dans des environnements complètement sans fumée. Intensifier l'offre de services de proximité aux fumeurs de milieux défavorisés qui souhaiteraient renoncer au tabac ou s'abstenir de fumer dans leur domicile, que ce soit ceux faisant usage du tabac et demeurant dans des immeubles résidentiels en voie de devenir sans fumée ou ceux recevant des soins à domicile. Réaliser des campagnes médiatiques sur la fumée secondaire de façon régulière et soutenue à l'aide de messages évalués auprès des personnes défavorisées qui font usage du tabac.

[Les interventions et mesures de prévention pour réduire les inégalités en matière de tabagisme chez les jeunes](#)

de Léa Gamache, Pascale Bergeron

Québec (QuébecCanada, Canada) : Institut National de Santé Publique du Québec (INSPQ), 2019, 115 p.

En ligne : www.inspq.qc.ca/...



Il existe d'importantes disparités en matière de tabagisme chez les jeunes selon le statut socioéconomique. Comme la majorité des fumeurs débutent à l'adolescence, les inégalités en matière de tabagisme chez les jeunes se maintiennent généralement à l'âge adulte (OMS-Europe, 2014) et se traduisent très souvent en inégalités en matière de morbidité et de mortalité prématurée. Cette synthèse de connaissances a été réalisée afin d'identifier les mesures et les interventions de prévention susceptibles de pouvoir réduire les inégalités en matière d'initiation au tabac chez les jeunes. L'impact des interventions a été évalué en termes d'équité, c'est-à-dire en comparant leurs effets entre les groupes socioéconomiques

[Genre et intervention en dépendance en contexte de pandémie auprès de personnes en situation de précarité sociale. Le projet « GID-COVID ». Synthèse préliminaire des connaissances : réponse rapide](#)

de Karine Bertrand, Martin Camiré, David-Martin Milot, et al.

Longueuil (Québec) : Université de Sherbrooke, 2020, 52 p.

En ligne : covid19mentalhealthresearch.ca/...



Ce projet GID-COVID présente une synthèse des connaissances, rédigée en réponse à des besoins des milieux de pratique offrant des services en réduction des méfaits et de soins spécialisés en dépendance auprès de personnes en situation de précarité sociale ayant des besoins sociaux et de santé complexes. Elle s'inscrit également dans le cadre d'une opportunité de

financement lancée par les Instituts de recherche en santé du Canada (IRSC) dans le contexte de l'urgence sanitaire liée à la maladie à coronavirus (COVID-19) au Canada. L'objectif de cet appel est de produire des synthèses des connaissances et des plans de mobilisation des connaissances connexes afin de constituer une base de données probantes requises pour orienter l'intervention en période de COVID-19 dans les domaines de la santé mentale et de la toxicomanie. Cette synthèse rapide vise à fournir aux décideurs municipaux, provinciaux, territoriaux et fédéraux des données accessibles et pertinentes en temps opportun. Il s'agit donc de produire des données probantes portant notamment sur les répercussions de la crise sanitaire pour diverses populations à risque, la prestation des services et l'élaboration de directives.

Vu la nature urgente et opportune de cette réponse, les conclusions de ce rapport préliminaire reposent sur une revue rapide des principaux articles scientifiques publiés et guides de pratiques produits par divers regroupements sur le sujet. La revue exhaustive de la littérature et l'évaluation de sa qualité seront réalisées dans un deuxième temps à l'aide d'une méthode de revue de portée (« scoping review »). Les mises à jour des conclusions seront diffusées dans le cadre d'un rapport intérimaire en septembre avant d'en arriver aux conclusions finales publiées dans le dernier rapport en novembre 2020. Ces conclusions finales reposeront également sur l'analyse du point de vue de différents experts, soit les personnes qui utilisent des substances psychoactives ayant un savoir expérientiel sur le sujet et les professionnels, gestionnaires et praticiens, oeuvrant dans le domaine.

[La réduction des risques et des dommages liés à l'alcool \(RdRDA\) - Historique, pratiques, analyse et propositions](#)

de Guylaine Benech

Paris : Fonds Actions Addictions, 2021, 94 p.

En ligne : [www.addictaide.fr\[...\]](http://www.addictaide.fr[...])

Ce présent rapport porte sur la réduction des risques et des dommages liés à l'alcool (RdRDA).

Il s'intéresse tout particulièrement aux initiatives, de plus en plus répandues en France, visant à accompagner, dans une approche de RdRDA, la consommation d'alcool de personnes en difficulté avec ce produit. Une attention particulière est portée aux actions s'adressant aux usagers les plus vulnérables, et notamment aux personnes en situation de précarité.

Il est organisé en quatre parties :

La première partie propose un rappel historique pour mieux comprendre le contexte dans lequel a émergé la réduction des risques et des dommages liés à l'alcool (RdRDA).

La deuxième partie propose une analyse du concept de RdRDA.

La troisième partie recense des initiatives de RdRDA déployées dans des espaces variés, en France. Elle se termine par un aperçu de dispositifs probants adoptés à l'étranger.

La quatrième partie propose une analyse de la situation et ouvre la discussion autour d'enjeux éthiques, juridiques, sanitaires, sociaux et de politiques publiques.



Le document se termine par une liste de recommandations visant l'amélioration des dispositifs français d'accompagnement des personnes en difficulté avec l'alcool, dans un souci de réduction des inégalités de santé. Des fiches-action décrivant plus en détail des expériences particulièrement avancées de RdRDA sont annexées au rapport.

[Saving lives from overdose during a pandemic](#)

de Sara Whaley

[S.l.] : Johns Hopkins Bloomberg School of Public Health, 2020, 21 p.

En ligne : americanhealth.jhu.edu/...

Un nouveau rapport de chercheurs de la Johns Hopkins Bloomberg School of Public Health propose des recommandations destinées aux décideurs fédéraux, étatiques et locaux pour lutter contre l'épidémie d'opioïdes pendant la pandémie, qui a connu une forte augmentation des surdoses mortelles et non mortelles. Les recommandations détaillent les solutions politiques dans les domaines des données et de la surveillance, de la réduction des risques et du traitement, avec des considérations spéciales pour les populations vulnérables.

Le rapport, Sauver des vies d'une surdose pendant une pandémie, s'inspire de recherches évaluées par des pairs sur les surdoses d'opioïdes, ainsi que des recommandations de l'Organisation mondiale de la santé et des Centers for Disease Control and Prevention.

Une majorité d'États - plus de 40 - ont signalé une augmentation des décès liés aux opioïdes depuis le début de la pandémie, selon le rapport ODMAP, un programme de cartographie qui recueille les surdoses suspectes mortelles et non mortelles en temps réel dans toutes les juridictions aux États-Unis. États. Dans tout le pays, il y a eu une augmentation de 18% des surdoses depuis le début de 2020, selon ODMAP.

Parmi les recommandations du nouveau rapport, les chercheurs fournissent des conseils sur l'augmentation de la capacité des services de santé des États et locaux à suivre et à signaler les changements dans les données liées aux médicaments pendant la pandémie. Plus précisément, ils recommandent d'utiliser le financement fédéral pour soutenir la création de nouveaux systèmes de gestion des données qui rassemblent automatiquement les données pour permettre une analyse plus rapide. Ils recommandent également que la recherche se concentre sur les disparités raciales et les inégalités en matière de santé pour éclairer des solutions équitables à la fois à la pandémie du COVID-19 et à l'épidémie d'opioïdes.

[La pair-aidance en Fédération Wallonie-Bruxelles. Etat des lieux : Guide méthodologique](#)

de Muriel Allart, Sébastien Lo Sardo

Bruxelles : Le Forum Bruxelles, 2020, 64 p.

En ligne : www.le-forum.org/...



A Bruxelles et en Wallonie, les initiatives participatives se développent dans les secteurs de l'aide et du soin. Elles ont pour nom pair-aidance, expertise du vécu ou jobisme. Ces entreprises

participatives permettent de valoriser l'expertise de personnes ayant été confrontées à l'exclusion sociale, à la maladie mentale ou aux addictions, de les intégrer aux dispositifs qui les prennent en charge.

L'émergence de la pair-aidance rejoint un besoin de renouveau en matière de social, une volonté de définir des dispositifs dans lesquels l'institution s'adapte aux spécificités des bénéficiaires plutôt que de leur imposer des conditions. A l'heure où le travail social est distordu par le culte de l'activation, ce décentrement est essentiel. Mais, si ce besoin de changement est largement partagé, il est nécessaire de s'interroger : de quoi est-il précurseur ? D'une lame de fond qui viendra bouleverser les manières d'accompagner les publics vulnérables ? Ou d'une appropriation opportuniste du savoir et de l'expertise de ces populations ?

Le Smes et Le Forum – Bruxelles contre les inégalités ont souhaité s'associer autour de cette forme émergente de travail social. Cet état des lieux vise à objectiver le développement de la pair-aidance en Fédération Wallonie-Bruxelles. Il illustre également toute la diversité de l'intervention par les pairs. Enfin, l'état des lieux propose des outils concrets aux institutions qui souhaitent travailler avec un pair-aidant ou développer des actions en lien avec la pair-aidance.

Notre travail entend mieux faire connaître la pair-aidance et tout son potentiel innovant. Il s'agit de susciter de nouvelles initiatives, d'éclaircir certains aspects. Et, surtout, de permettre aux pair aidant.e.s de se réapproprier le discours sur leur fonction.

[Au-delà de la maladie : Le retour du travail social dans un monde précarisé : Le travail social dans les addictions en Suisse romande](#)

de Jean-Félix Savary, Anne Tharin, Romain Bach, et al.

[S.l.] : Springer Fachmedien, 2021, 22 p.

En ligne : [www.grea.ch\[...\]](http://www.grea.ch[...])



Quel est l'état des lieux sur le terrain en termes de travail social et d'addiction en Suisse? C'est l'objectif du livre *Soziale Arbeit und Sucht* qui comprend un chapitre sur la Suisse romande. Le livre est en Open Access (voir lien ci-dessous), mais n'est malheureusement disponible qu'en allemand. La version française de l'article sur la Romandie, réalisé par le GREa, est téléchargeable.

Quels sont les pratiques actuelles du travail social dans les addictions? Comment est-ce que les mutations de nos sociétés et de nos pratiques se traduisent sur le terrain. Souvent, pour prendre en compte les besoins des personnes, des partenaires et des autorités, il faut savoir se réinventer, expliquer son action et clarifier les attentes. Ces éléments sont discutés dans les nombreux articles qui composent le livre "Soziale Arbeit und Sucht"

L'article sur la Romandie s'intitule "Au-delà de la maladie : Le retour du travail social dans un monde précarisé". Il s'interroge sur le modèle de la maladie et met en évidence les spécificités du travail social à travers

l'illustration de plusieurs exemples concrets après avoir clarifié des concepts théoriques centraux. Initialement écrit en Français en disponible également ici même. La monographie et l'ensemble des chapitres qui la composent sont disponibles en ligne sur le site de l'éditeur.

<https://link.springer.com/book/10.1007/978-3-658-31994-6>

[La situation sociale des personnes touchées par une problématique d'addiction : Conception d'un système d'indicateurs pour le Monitoring suisse des Addictions et des Maladies non transmissibles \(MonAM\)](#)

de Florian Labhart, Etienne Maffli, Luca Notari

Lausanne (<http://www.addictionsuisse.ch>) : Addiction Suisse, 2021, 77 p. (Rapport de recherche ; 131)

En ligne : <https://www.addictionsuisse.ch/publication/la-situation-sociale-des-personnes-touchees-par-une-problematique-daddiction/>

Un des objectifs fondamentaux de la stratégie nationale Addictions « consiste à rétablir la santé des personnes concernées [par un problème d'addiction] tout en veillant à leur insertion ou réinsertion sociale » (Office fédéral de la santé publique (OFSP), 2015, p. 41). Afin de pouvoir suivre l'impact des mesures prises pour atteindre les objectifs fixés dans les divers domaines de la santé, dont celui des addictions, une série d'indicateurs ont été élaborés sous l'égide de l'Office fédéral de la santé publique (OFSP) (Jäggi et al., 2015). Leur mise en œuvre est effectuée dans le cadre du Système de monitoring suisse des Addictions et des Maladies non transmissibles (MonAM). A l'heure actuelle, 105 des 115 indicateurs prévus pour cette surveillance dans sont déjà opérationnels (Office fédéral de la santé publique (OFSP), 2021).

Le présent projet vient s'inscrire dans cet effort de mise en place d'indicateurs. Il vise à développer des bases scientifiques et une méthodologie de calcul pour opérationnaliser l'indicateur 32, portant sur la situation sociale des personnes touchées par des problèmes d'addiction (« soziale Situation von Suchtbetroffenen » Jäggi et al., 2015). Grâce à l'exploitation de sources de données existantes, telles que l'Enquête Suisse sur la Santé et le monitoring act-info, cet indicateur doit permettre de mesurer, de manière quantitative, différentes dimensions de la situation sociale des personnes concernées par un problème d'addiction et de suivre leur évolution au cours du temps.

Le projet poursuit ainsi deux buts principaux, à savoir :

développer les bases scientifiques nécessaires pour identifier et quantifier, sur la base d'enquêtes existantes, différents indicateurs de la situation sociale des personnes touchées par un problème d'addiction ;
développer une méthodologie de calcul permettant de représenter au mieux, et de manière synthétique, la situation sociale des personnes concernées en vue de son intégration dans le Monitoring suisse des Addictions et des Maladies non transmissibles (MonAM).

[Dénombrement du sans-abrisme et de l'absence de chez-soi. Rapport global 2021](#)

de Koen Hermans, Martin Wagener, et al.

Bruxelles : Fondation Roi Baudouin, 2022, 62 p.

En ligne : [kbs-frb.be/...](https://kbs-frb.be/)

Dormir à la rue, être contraint de loger chez des amis ou dans la famille, chercher un foyer sûr pour ses enfants... La problématique du sans-abrisme et de l'absence de chez-soi revêt de multiples facettes, encore sous-exposées. Pour pouvoir lutter efficacement contre ce phénomène, disposer de données claires, fiables et comparables est indispensable.

Pour la deuxième année consécutive, la Fondation Roi Baudouin a soutenu des équipes de recherche (UCLouvain CIRTES et LUCAS KU Leuven) afin de dénombrier, fin 2021, les personnes en situation de sans-abrisme et d'absence de chez-soi. Grâce au soutien des pouvoirs locaux et à la collaboration de nombreux partenaires sur le terrain, ces dénombrements ont pu avoir lieu dans les villes de Charleroi et Namur, dans le sud de la Flandre occidentale et la 'zone de soins de première ligne' BraVio, autour de Vilvorde .

Ce rapport reflète les résultats de ces dénombrements et dresse des constats généraux. Il contient également des enseignements importants sur le processus de dénombrements, de façon à pouvoir reproduire ceux-ci à l'avenir. Car l'objectif final est bien de donner une impulsion à l'organisation de dénombrements récurrents et uniformisés en Belgique, dont les données permettront de lutter de manière efficace contre le sans-abrisme et l'absence de chez-soi.

Les villes concernées peuvent d'ores et déjà utiliser les données disponibles pour ajuster leur politique locale.



[Dénombrement du sans-abrisme et de l'absence de chez-soi. Rapport local Liège mars 2021](#)

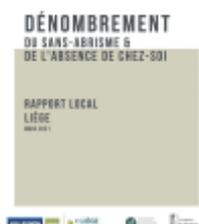
de Koen Hermans, Patrick Italiano, et al.

Bruxelles : Fondation Roi Baudouin, 2021, 62 p.

En ligne : [www.kbs-frb.be/...](https://www.kbs-frb.be/)

Dormir à la rue, être contraint de loger chez des amis ou dans la famille, chercher un foyer sûr pour ses enfants... La problématique du sans-abrisme et de l'absence de chez-soi revêt de multiples facettes, encore sous-exposées. Pour pouvoir lutter efficacement contre ce phénomène, disposer de données claires, fiables et comparables est indispensable.

Pour la deuxième année consécutive, la Fondation Roi Baudouin a soutenu des équipes de recherche (UCLouvain CIRTES et LUCAS KU Leuven) afin de dénombrier, fin 2021, les personnes en situation de sans-abrisme et d'absence de chez-soi. Grâce au soutien des pouvoirs locaux et à la collaboration de nombreux partenaires sur le terrain, ces dénombrements ont pu avoir lieu dans



les villes de Charleroi et Namur, dans le sud de la Flandre occidentale et la 'zone de soins de première ligne' BraVio, autour de Vilvorde .

Ce rapport reflète les résultats de ces dénombrements et dresse des constats généraux. Il contient également des enseignements importants sur le processus de dénombrements, de façon à pouvoir reproduire ceux-ci à l'avenir. Car l'objectif final est bien de donner une impulsion à l'organisation de dénombrements récurrents et uniformisés en Belgique, dont les données permettront de lutter de manière efficace contre le sans-abrisme et l'absence de chez-soi. Les villes concernées peuvent d'ores et déjà utiliser les données disponibles pour ajuster leur politique locale.

[Papy et mamy "boom" chez les usager-es de drogues : Synthèse des principaux résultats](#)

de Eurotox

Bruxelles : Eurotox, 2022, 8 p.

En ligne : eurotox.org[...]



La proportion de personnes âgées au sein de la population des usager-es de drogues tend à augmenter en Europe.

Quels sont les facteurs de cette tendance ? Quelles sont les problèmes et risques liés à ce phénomène et comment les prévenir ?

[Les villes face à l'usage de drogues dans l'espace public : quels modèles hors de nos frontières?](#)

de Marie Jauffret-Roustide

Octobre. [S.l.] : The conversation.com, 2021, 6 p.

En ligne : theconversation.com[...]

Dans le sillage des débats sur la sécurité, l'usage de drogues dans les lieux publics constitue un fort enjeu électoral, avec aujourd'hui en point de mire la construction d'un mur entre Paris et Pantin.

Si durant de nombreuses années, le trafic de stupéfiants a été pointé comme cause de l'insécurité, le débat s'est orienté vers la présence même des consommateurs de drogues dans l'espace public et ouvre un champ de discussion sur les réponses à y apporter.

[Usage de produits psychotropes et prise en charge sociosanitaire des personnes en situation de grande précarité en pays de la Loire : Une enquête qualitative dans les agglomérations d'Angers, du Mans et de Laval](#)

de Karine Meslin, Marion David, Clément Gérome

Paris : OFDT, 2023, 70 p.

En ligne : www.ofdt.fr[...]



L'OFDT s'est associé au GERS pour répondre à une demande d'étude formulée par l'ARS des Pays de la Loire.

La place plus importante occupée par la cocaïne a été soulignée. Parfois injectée, elle est plus souvent acquise sous forme de poudre puis transformée en cocaïne basée par les usagers. La part prise par la cocaïne basée dans les consommations s'explique pour partie par la baisse de son

prix de vente, par le craving – c'est-à-dire l'envie irrésistible de consommer à nouveau – qui résulte de son usage régulier, et par la moindre satisfaction apportée par une héroïne à la qualité médiocre.

L'analyse des parcours sociosanitaires des usagers de drogues en situation de grande précarité est révélatrice des inégalités d'accès aux soins, mais aussi du déficit de moyens dans le champ sanitaire des territoires étudiés. À l'heure où le manque de soignants (généralistes, spécialistes) est criant et où les places dans les institutions offrant une prise en charge globale sont rares, les conditions d'accès se durcissent et les probabilités d'y accéder s'amenuisent pour ces usagers de drogues.

Femmes vulnérables : quel accès à la ville et aux services ?

de Anoutcha Lualaba Lekede

Bruxelles : Question Santé, 2022, 8 p.

En ligne : [questionsante.org\[...\]](http://questionsante.org[...])



Parler d'égalité entre les femmes et les hommes, c'est peut-être avant tout parler des inégalités entre les sexes et de ce qu'il y a lieu de faire pour les réduire. Certaines d'entre elles sont plus connues comme les inégalités salariales, le partage inégal des tâches domestiques, la précarité qui touche davantage les femmes. Plus impactées par cette précarité, elles sont pourtant peu nombreuses à pousser les portes des structures d'aide. Comment réduire cette inégalité d'accès ? Focus sur des initiatives menées dans les secteurs du sans-abrisme et des assuétudes.

Les sorties du tabagisme, un état de la littérature en sciences sociales

de Isaora Rivierez

Juillet. Paris : OFDT, 2023, 40 p. (Théma OFDT)

En ligne : [www.ofdt.fr\[...\]](http://www.ofdt.fr[...])



La réalisation de cette revue de la littérature en sciences sociales s'inscrit dans la conduite du projet « Trajectoires de consommation et de sorties du tabagisme » (Tabatraj), financé par le Fonds de lutte contre les addictions géré par la Caisse nationale d'assurance maladie, qui propose une enquête qualitative centrée sur le rôle des inégalités sociales de santé dans les trajectoires de « décrochage » du tabac.

Les travaux disponibles indiquent que la majorité des fumeurs font le choix d'arrêter de fumer spontanément et sans assistance malgré l'existence de nombreux dispositifs et méthodes d'accompagnement. Pourtant, une minorité d'études portent sur le sevrage autonome et sur ses trajectoires associées. Elles révèlent que les usagers accordent une valeur symbolique très élevée à ce mode d'arrêt et que la norme d'abstinence après l'arrêt est également valorisée.

En France comme à l'international, le tabagisme et les inégalités sociales de santé qui lui sont associées sont des préoccupations majeures de santé publique. Les personnes qui ont un faible niveau de diplôme, un revenu réduit et/ou qui sont au chômage sont plus enclines à fumer. Un certain nombre d'études s'intéressent à des groupes de population ciblés, pour

lesquels le sevrage représente des difficultés particulières : les femmes enceintes, les personnes atteintes de pathologies psychiatriques et les personnes qui ont vécu une expérience de migration et/ou qui sont exposées à des discriminations.

[Recommandations des professionnel·le·s des addictions pour la disparition des scènes ouvertes de consommation et une approche globale d'accompagnement des personnes concernées](#)

de GREA

Septembre. Lausanne (<http://www.grea.ch/>) : GREA, 2023, 10 p.

En ligne : [www.grea.ch/...](http://www.grea.ch/)



Avec l'augmentation des consommations de crack dans l'espace public à Genève dès 2021, puis la réémergence d'une scène ouverte à Lausanne, la problématique des addictions fait son retour dans l'espace public. Cette situation semble indiquer que la politique drogue actuelle, héritée de la crise des années 1980 et 90, ne suffit plus à répondre aux enjeux contemporains. Les professionnel·le·s des addictions identifient quatre facteurs à l'origine de cette crise : la précarisation croissante de la population et en particulier des personnes vulnérables, la disponibilité et la qualité sans précédent des drogues, la transformation du marché et des modes de consommation, ainsi qu'une péjoration de la santé mentale. Ces facteurs, loin d'être isolés les uns des autres, s'influencent mutuellement. Depuis la fin de la pandémie de Covid-19, les professionnel·le·s des addictions constatent une augmentation de la présence de publics précarisés dans la rue ainsi que des comorbidités psychiatriques plus fréquentes et plus complexes parmi leurs bénéficiaires. Cette situation implique une multiplication des risques de consommation problématique et une complexification des facteurs de vulnérabilité. Sur la base de ces constats, les professionnel·le·s des addictions, que réunit le GREA, publient des recommandations à l'intention des autorités, des médias et du public pour adresser ces nouveaux enjeux. Si nous connaissons pour l'essentiel les solutions nécessaires, sans les moyens adéquats, leur mise en œuvre demeure un défi majeur. Il est impératif d'investir dans des ressources en adéquation avec les problématiques actuelles.

[Tableau de bord de l'usage de drogues et ses conséquences socio-sanitaires en Wallonie 2022](#)

de Rosalie Régnny, Clémentine Stévenot, Michaël Hogge

Juillet. Bruxelles : Eurotox, 2023, 287 p.

En ligne : [eurotox.org/...](http://eurotox.org/)



Ces documents offrent un état des lieux détaillé de la situation socio-législative et épidémiologique relative à l'usage de substances psychoactives légales et illégales. Ils débutent par une mise en contexte politique et légale de l'usage de drogues au plan international et fédéral, complétée par une contextualisation régionale (respectivement wallonne et bruxelloise).

Compte tenu des mécanismes de stigmatisation et du cadre légal actuel de l'usage de drogues illégales, un chapitre est consacré au lien entre les

inégalités sociales de santé et l'usage de drogue.

L'état des lieux de la consommation porte sur les grandes catégories de produits (alcool, tabac, médicaments psychotropes, cannabis, autres drogues illégales, nouvelles substances psychoactives). Une section spécifique est également consacrée à la polyconsommation et une autre aux principaux comportements d'usage sans produits (usage des technologies de la communication et de l'information, et usage des jeux de hasard et d'argent). Pour chaque catégorie, le cadre législatif, la disponibilité et l'usage au sein de différentes populations (population générale, population scolaire, usager-es de drogues, etc.) sont détaillés.

Les différentes conséquences sanitaires et sociales liées à l'usage de substances psychoactives sont abordées à travers les données relatives aux infractions pénales, aux intoxications, aux demandes de traitement pour un usage problématique, aux prises en charge dans les services de psychiatrie, aux infections au VIH et hépatites B et C, à la mortalité et au coût social.

[Tableau de bord de l'usage de drogues et ses conséquences socio-sanitaires en région de Bruxelles-Capitale 2022](#)

de Rosalie Régnny, Clémentine Stévenot, Michaël Hogge

Juillet. Bruxelles : Eurotox, 2023, 290 p.

En ligne : eurotox.org[...]

Ces documents offrent un état des lieux détaillé de la situation socio-législative et épidémiologique relative à l'usage de substances psychoactives légales et illégales. Ils débutent par une mise en contexte politique et légale de l'usage de drogues au plan international et fédéral, complétée par une contextualisation régionale (respectivement wallonne et bruxelloise).

Compte tenu des mécanismes de stigmatisation et du cadre légal actuel de l'usage de drogues illégales, un chapitre est consacré au lien entre les inégalités sociales de santé et l'usage de drogue.

L'état des lieux de la consommation porte sur les grandes catégories de produits (alcool, tabac, médicaments psychotropes, cannabis, autres drogues illégales, nouvelles substances psychoactives). Une section spécifique est également consacrée à la polyconsommation et une autre aux principaux comportements d'usage sans produits (usage des technologies de la communication et de l'information, et usage des jeux de hasard et d'argent). Pour chaque catégorie, le cadre législatif, la disponibilité et l'usage au sein de différentes populations (population générale, population scolaire, usager-es de drogues, etc.) sont détaillés.

Les différentes conséquences sanitaires et sociales liées à l'usage de substances psychoactives sont abordées à travers les données relatives aux infractions pénales, aux intoxications, aux demandes de traitement pour un usage problématique, aux prises en charge dans les services de psychiatrie, aux infections au VIH et hépatites B et C, à la mortalité et au coût social.



Addiction et précarité. Plaidoyer

de Marie Chatagnon, Alexandre Picard

Décembre. Paris (<http://www.federationaddiction.fr>) : Fédération Addiction, 2023, 20 p.

En ligne : www.federationaddiction.fr[...]



la Fédération Addiction et la Fédération des acteurs de la solidarité travaillent ensemble depuis plus de 10 ans et ont produit des guides et des outils d'aide à la pratique favorisant le travail intersectoriel et permettant de faire évoluer les pratiques professionnelles et les politiques publiques.

L'articulation des interventions en prenant en compte la personne dans sa globalité, y compris le contexte dans lequel elle évolue, sans la réduire à son usage de substances psychoactives, est un enjeu pour prévenir les ruptures de parcours et les retards d'accompagnement, voire de renoncement aux soins.

Autant d'éléments de constats qui nous amènent aujourd'hui à présenter ce plaidoyer, organisé autour de quatre grands axes :
dépénaliser l'usage simple de substances psychoactives, pour mieux accompagner ;

agir sur les politiques publiques pour développer et pérenniser l'offre d'accompagnement global ;

Faire évoluer les organisations en considérant l'approche de la réduction des risques et des dommages comme un préalable à tout dispositif ;

sensibiliser et former, pour améliorer les compétences et connaissances des professionnel.le.s.